

Les premières élections à l'échelle de l'UE après l'éclatement de la crise capitaliste avaient valeur de test. Si les éléments d'instabilité et de radicalisation, de rigueur dans ce type de conjoncture, sont bien au rendez-vous, ils ne se conforment pas au schéma attendu de divers côtés, de la polarisation politique ou de la « montée aux extrêmes ». En fait, l'élément qui révèle sans doute le mieux le caractère potentiellement explosif de la situation n'est pas à chercher dans tel ou tel aspect des résultats, mais dans la vague sans précédent de l'abstention. Plus assumée que par le passé, massive parmi les jeunes et les classes populaires, l'abstention progresse de façon spectaculaire dans les pays à tradition de civisme dans ce type de scrutin (Grèce, Italie, Portugal, Pays-bas, Danemark), tout en poursuivant sa progression là où elle était déjà importante (« grands pays » centre-européens, et Europe de l'Est où elle dépasse en général les 70 %).

Europe, un tournant à droite ?

Parfois manipulée par des gouvernements soucieux d'éviter le vote-sanction (notamment Sarkozy), cette abstention traduit avant tout la défiance croissante aussi bien vis-à-vis de l'Union et de la « construction européenne » que des élites politiques dans leur ensemble. Elle a valeur de verdict accablant contre le projet d'Europe libérale imperturbablement mis en œuvre depuis l'Acte Unique de 1986 et jusqu'à l'actuel traité de Lisbonne. La quasi absence de campagne officielle est la conséquence de cette faillite : les partisans de cette Europe ne pouvaient défendre ni leur bilan passé (loin de protéger de la crise, la dérégulation boursière, les privatisations, la libre circulation spéculative des capitaux lui ont ouvert la voie), ni un projet inexistant (les critères de convergence confirmés par le traité de Lisbonne restent sur le papier la règle, alors qu'ils sont dans la réalité rendus caducs par l'explosion des déficits et de l'endettement).

La vague de défiance ainsi exprimée emporte en premier lieu la social-démocratie, y compris ses partis les plus solides du Nord ou du Sud, avec des scores systématiquement inférieurs à 30 % - voire même 20 % - comme en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, ou les atteignant péniblement comme le SPD allemand ou le SPÖ autrichien. Seules, et relatives, exceptions dans ce tableau, la Grèce, où le Pasok est en tête avec un score néanmoins médiocre, et l'Espagne où Zapatero est battu mais sauve la mise en se maintenant à plus de 38 %. Lessivée par des décennies de cogestion loyale du néolibéralisme, la social-démocratie apparaît aujourd'hui comme le grand malade du système politique européen. C'est donc relativement à cet effondrement que la droite classique semble tirer son épingle du jeu, bien que ses scores soient en réalité à peu près partout moyens, voire mauvais **1**.

Tel est contexte dans lequel il faut apprécier les « gagnants relatifs » du scrutin, et tout d'abord, les écologistes. La progression du vote vert est assurément alimentée par la perception croissante des dégâts environnementaux engendrés par le système, dont la gravité bien réelle ne doit toutefois pas occulter le fait qu'ils agissent aussi comme un dépositaire d'angoisses plus générales, (pour aller vite : dues à la montée de l'insécurité sociale). Dans certains pays - essentiellement la France, la Belgique wallonne, et, dans une moindre mesure l'Allemagne et la Grande-Bretagne - le vote écologiste a ainsi pu fonctionner comme un outil de désapprobation soft de la social-démocratie par un type d'électorat traditionnellement mobilisé lors des scrutins européens (essentiellement de classes moyennes urbaines). Force politique essentiellement subalterne, les écologistes ne sont porteurs d'aucune dynamique de redéfinition forte de l'agenda et/ou du champ politique. Loin de briser les logiques de centre-gauche, leur succès renforcera les tendances à l'intégration de la social-démocratie dans une nébuleuse de centre gauche à l'instar du cas italien.

L'extrême-droite apparaît comme l'autre gagnant de ce scrutin. Sa poussée est toutefois loin d'être générale (en France, par exemple, le tassement du FN se poursuit) ou de grande ampleur. Même là où la décrue semble se confirmer, son influence se maintient à un niveau élevé, particulièrement dans les classes populaires. Son pouvoir de nuisance s'inscrit dans les tendances lourdes (autoritaires, racistes et xénophobes) de la période précédente, auxquelles la crise vient donner une ampleur nouvelle. Son audience, persistante ou plus récente, dans les couches ouvrières et les jeunes, y compris dans des pays où elle était traditionnellement faible (Grande-Bretagne, Grèce) indique qu'il y a de ce côté un début d'accumulation de forces, le potentiel d'une future poussée d'une ampleur bien plus significative, en fonction de l'évolution de la situation sociale et politique.

S'il y a donc bien certains éléments limités de polarisation (recul du « centre », avant tout du centre-gauche, résilience de l'extrême-droite), le schéma est infirmé par la performance globalement décevante de la gauche radicale (si l'on inclut sous ce terme l'ensemble des partis se situant à gauche de la social-démocratie, des PC les plus traditionnels aux nouveaux courants anticapitalistes). Ces formations ne sont pas parvenues à créer une véritable dynamique autour d'elles, à la remarquable exception du Portugal, où le succès du Bloc de gauche ne doit pas faire oublier la progression sensible du PC. Ce dans un contexte marqué à la fois par la crise du capitalisme, la défiance vis-à-vis du système politique, le fort recul de la social-démocratie, que certains imaginaient plus favorable aux idées anticapitalistes. Se trouve ainsi confirmée la leçon historique quant à l'absence de rapport univoque entre crise économique et processus politique, et, surtout, entre crise capitaliste et radicalisation à gauche.

Certes, les scores (souvent cumulés) ne sont pas négligeables : supérieurs parfois à 10 % (France, Grèce), voire à 20 % (Chypre, Portugal), ils se situent la plupart du temps entre 5 % et 8 % (Allemagne, Pays-Bas, Suède, Finlande, Italie). Pourtant, même s'ils ont enregistré dans certains cas des progressions par rapport au précédent scrutin européen, ces résultats sont en général en deçà des attentes, parfois excessives et entretenues par l'illusion des sondages : c'est tout particulièrement le cas de Syriza en Grèce, de Die

Linke en Allemagne et du NPA en France. Si elle dispose bien d'une base pour un développement futur, la gauche radicale paraît, pour l'instant, davantage partager, et subir, la crise générale de la représentation politique qu'offrir une issue à celle-ci. Autrement dit, elle fait davantage partie du problème que de sa solution.

La séquence sociale française

Si l'on resserre la focale sur la France, les résultats, dans leurs grandes lignes, s'inscrivent dans les tendances mentionnées auparavant, souvent de manière amplifiée. L'abstention y atteint des taux records. Le fait même que Sarkozy et son gouvernement puissent plastronner avec un score inférieur à 30 % – alors que les retraités (le noyau dur de l'électorat UMP) constituent près de 30 % des participants à ce scrutin –, traduit l'état de délabrement d'un système politique incapable de produire l'apparence même d'une opposition parlementaire. Structurellement plus fragile qu'ailleurs (absence de configuration social-démocrate classique en France), affaibli par une crise d'orientation et de leadership, le PS français est parmi les plus affectés par l'affaiblissement social-démocrate. Il libère de ce fait un espace significatif à l'opportunisme habile des écologistes et, dans une moindre mesure, à celui, en l'occurrence plus maladroit, du centrisme de Bayrou. Plus dure et autoritaire qu'ailleurs, la droite française tire profit de l'unification de ses diverses fractions sous la houlette sarkozienne et parvient toujours à contenir l'extrême-droite.

Il est cependant impossible de rendre compte de la séquence électorale en la détachant de la séquence sociale très riche qui s'est dessinée à partir de la fin 2008. Après un premier recul partiel du gouvernement, reportant d'un an la réforme Darcos face à la pression des lycéens et à l'impact de l'insurrection de la jeunesse grecque de décembre 2008, se sont égrenées, tout au long du semestre qui suivit, d'importantes luttes sociales, principalement sur trois fronts :

les mobilisations dans la fonction et le secteur public contre les réformes néolibérales menées par le pouvoir actuel : avant tout dans les universités, l'hôpital et le secteur de l'énergie ;

l'extraordinaire grève générale des Antilles, le mouvement social le plus important mené sur ces territoires depuis les années 1960 ;

les mobilisations contre les licenciements dans le secteur privé, fragmentées mais très déterminées, adoptant parfois des formes d'action particulièrement radicales (séquestrations de patrons ou de cadres, attaques de bâtiments publics).

C'est sous la pression de ces luttes sectorielles que se tiennent les journées d'action nationale, appelées par l'ensemble des confédérations syndicales, qui ont d'abord mobilisé des millions de personnes le 29 janvier et 19 mars. Le résultat en a été à peu près nul, hormis la preuve faite de l'incapacité actuelle du mouvement syndical à ouvrir des perspectives. C'est donc le sentiment d'impuissance qui l'a emporté, tout particulièrement à partir du 1er mai, lorsque les courbes de l'affluence aux manifestations ont amorcé un déclin tout à fait prévisible, avant de plonger sans gloire dans le fiasco du 26 mai et du 13 juin.

Les scénarios, que d'aucuns jugeaient « pessimistes », quant aux conséquences de la victoire de Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 se sont ainsi, jusqu'à présent du moins, confirmés. Le projet stratégique du pouvoir actuel – créer une base de consentement en transformant « structurellement » (selon sa propre terminologie) la société française – a marqué des points. Malgré son usure évidente et la faiblesse de son soutien populaire, le gouvernement a su remporter la bataille pour la maîtrise du temps (éviter la synchronisation et la convergence des luttes) en tirant parti d'un calendrier démobilisateur des directions syndicales : l'unité, après avoir été un tremplin ou un levier en janvier février, est devenue un piège et une machine à démobiliser. Si la bataille est loin d'être finie, Sarkozy a ainsi pu gagner une première manche.

Etait-ce inévitable ? Les stratégies des directions syndicales confédérales ont assurément pesé lourd : dès les mobilisations de l'automne 2007, il était clair, CGT en tête, qu'elles étaient hostiles aux grèves reconductibles, à toute construction de rapport de forces passant par de véritables moments d'affrontement (autres que purement locaux, et encore...). Prolongeant une tactique expérimentée lors du mouvement contre la réforme des retraites du printemps 2003 (avec les résultats que l'on sait...), puis reprise, prétendument avec succès, lors de la lutte anti-CPE du printemps 2006, les journées d'action « unitaires » se sont substituées à l'action gréviste : « Nous avons démontré que nous pouvons être forts sans faire la grève », déclarait, en avril 2006 déjà, François Chérèque **2**. A l'exception pourtant du contexte très particulier du printemps 2006, où la présence d'un mouvement étudiant massif aux avant-postes de la mobilisation lui assurait une permanence, on sait quel a été le succès de cette orientation.

Le décalage entre les possibilités et les perspectives concrètes d'action est devenu évident au fur et à mesure que se déroulait le prévisible scénario des « ballades (en masse) d'un jour » à répétition, soigneusement étalées sur plusieurs mois. Pourtant, malgré les dissensions apparues au sein de l'intersyndicale lors de la phase déclinante des journées d'action, aucune proposition alternative et concrète n'a véritablement émergé. Il y eut bien les appels à la « grève générale », venant notamment du NPA et des courants d'extrême-gauche, accueillis avec sympathie et parfois repris dans certains cortèges. Mais ils sont apparus comme assez abstraits, voire « utopiques » comme l'affirmait la signature « utopiste debout » d'un autocollant à succès proclamant le « rêve général ». D'où l'enfoncement dans l'impuissance de ce côté de la barricade, et la satisfaction non dissimulée du côté gouvernemental et patronal **3**.

Le tableau d'ensemble qui se dessine est celui d'une intériorisation profonde de l'affaiblissement du mouvement syndical par ses directions et ses cadres, y compris dans ses ailes les plus radicales **4**, assorti d'un divorce d'avec toute perspective politique de

changement social. La seule perspective qui paraît dès lors se dégager est la quête d'un renforcement de l'acteur syndical dans le cadre du néolibéralisme dominant, c'est-à-dire par une ligne de « rassemblement » visant à contrecarrer la notable – voire mondialement unique – fragmentation du paysage syndical français. Mais cette ligne « unitaire » ne peut s'appliquer et se stabiliser qu'en généralisant le « recentrage » syndical entamé par la CFDT à la fin des années 1970, relayé plus tard par la CGT (adhésion à la CES, refus obstiné de constituer un pôle de syndicalisme combatif dans la foulée du mouvement de décembre 1995). La sombre perspective qui se profile est celle d'une rupture historique dans le syndicalisme français, marqué par des traditions combattives et par la référence à un horizon politique de transformation sociale. Lui succéderait alors un modèle de syndicalisme en tant qu'institution de régulation des relations professionnelles dans le cadre intangible du capitalisme néolibéral. Le profond désarroi syndical face à la stratégie offensive assumée du pouvoir sarkozyen et du patronat (aggravée par le contexte de la crise capitaliste) devient dès lors pleinement compréhensible. L'espace nécessaire au déploiement d'une telle stratégie se dérobe sous les pieds de ses promoteurs, condamnés à des gesticulations visant à cacher leur impotence croissante **5**.

Le constater lucidement ne doit pas conduire, pour autant, au confort de la simple dénonciation, mais plutôt à souligner l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontés les militants attachés à une perspective de lutte de classes. La reconstruction d'un syndicalisme de combat est une œuvre de longue haleine, combinant détermination et capacité de rassemblement, en butte à la fois aux tendances lourdes de l'évolution des stratégies syndicales évoquées ici et aux difficultés « objectives » exacerbées par la crise (et l'offensive du patronat et de l'Etat), qui rendent difficile la convergence des luttes sectorielles marquantes de la dernière période.

La question de la « grève générale » doit être replacée dans ce contexte. Une force anticapitaliste conséquente ne peut accepter la séparation des rôles parti/syndicat (qui caractérise en fait une conception étroitement parlementaire de la politique), ni renoncer à critiquer une stratégie aboutissant à une impasse complète. Mais l'unification des luttes ne peut être que le résultat d'un travail de construction assez complexe et prolongé, autour d'axes concrets élaborés par les secteurs sociaux eux-mêmes.

Il convient de rappeler à ce propos quelques leçons de l'exemplaire lutte des travailleurs et de la population des Antilles, telles que les formulait le dirigeant syndical Alex Lollia : « A partir des années 1980, du fait de la mondialisation, [...] la question de l'indépendance perd de sa vigueur et les mouvements nationalistes ou d'extrême-gauche perdent du terrain. Mais c'est précisément leur affaiblissement qui va paradoxalement favoriser le soulèvement social de masse, parce qu'il n'y a plus d'offre ni de perspective politique. Le terrain est essentiellement occupé par les syndicats. Ce sont eux qui sont à l'avant-garde du mouvement de protestation et de revendication **6**. » Bel exemple de renversement dialectique, dans lequel se reconnaîtraient de nombreux militants latino-américains (on pense tout particulièrement aux paysans boliviens), qui voit le mouvement syndical occuper le terrain déserté par les organisations politiques et élaborer une véritable « ligne de masse », articulante dans une plate-forme à la fois concrète et « totalisante », base de classe, revendications matérielles et revendications culturelles et identitaires, ancrées dans la longue durée du combat anticolonial.

Uni sur une plate-forme claire, le LKP a pu parler au nom de la société guadeloupéenne en tant que telle (du « pays » comme le dit Lollia), forger un « bloc populaire » aspirant à l'hégémonie, gagner la bataille du temps par une grève obstinée de pratiquement deux mois, et développer une légitimité alternative à l'initiative institutionnelle du pouvoir colonial. C'est le fondement politique de ce système, dans sa forme de lien étatique avec la France, que la lutte sociale a remis en cause, remettant ainsi sur le chantier la perspective de l'indépendance. Sarkozy lui-même l'a, du reste, reconnu à sa façon lors de son récent voyage aux Antilles, en déclarant qu'une consultation populaire était nécessaire sur la nature du lien avec la France.

Si la dimension anticoloniale de sa lutte n'est à l'évidence pas transposable à la métropole, le mouvement des Antilles peut par contre être une source féconde d'inspiration pour une nouvelle configuration des rapports entre la gauche sociale et la gauche politique, articulante base de classe et perspective d'ensemble, revendications concrètes et remise en cause du cadre politique dominant. Une configuration aspirant à l'hégémonie, montrant aux classes dominées la voie non seulement de la résistance et de la limitation des dégâts mais d'une alternative de société : la possibilité de revendiquer et de conquérir pour elles-mêmes le pouvoir aujourd'hui aux mains des maîtres des profits. Assurément la barre est haute. Aux anticapitalistes de relever le défi.

Du côté de la gauche de gauche

De ce côté, si des forces appréciables sont là, les problèmes le sont tout autant. Bien que fortement relativisé par le niveau de l'abstention (et par sa composition), l'un des enjeux des élections européennes résidait, en effet, dans la configuration politique à gauche du PS. L'image qui en ressort est mitigée. Parti de très bas en début de campagne, handicapé par les désastres électoraux successifs du PCF et par la faiblesse organisationnelle du Parti de gauche (PG), le Front de gauche (FG) retrouve en France métropolitaine à peu près le niveau du seul PCF de 2004, et le dépasse légèrement grâce à l'apport de l'outre-mer. Il remporte ainsi une manche dans la compétition qui l'opposait au NPA en apparaissant avec un profil plus « unitaire ». La présence de Jean-Luc Mélenchon, qui s'est étoffée au cours de la campagne, lui a donné un mordant qui fait cruellement défaut au discours du PCF. Elle a également rendu crédible l'idée d'un « front » associant un arc de forces à gauche du PS, là où, en 2007, Marie-George Buffet, formellement candidate de la « gauche populaire et antilibérale », avait complètement échoué à être autre chose que la candidate du PCF (avec la circonstance aggravante de s'être acharnée à manipuler le cadre des comités unitaires issus de la campagne du non de 2005).

Malgré une campagne dynamique, le FG a cependant surtout rassemblé un électorat déjà structuré, très âgé **7**, de ce fait moins porté vers l'abstention, et assez faible dans le cœur des classes populaires actives **8**. Sa répartition géographique épouse, pour l'essentiel, les lignes générales de l'influence du PCF, sans parvenir à l'élargir. Formée de deux composantes principales, le FG se retrouve à présent confronté à des défis majeurs en termes de cohérence interne et de choix stratégiques : comment concilier l'approche plus offensive à l'égard du PS (et plus généralement des dispositifs d'alliance de « centre-gauche ») de Mélenchon, avec le discours prudent de dirigeants communistes, qui, soucieux de préserver leur contingent d'élus, se sont empressés de rejeter en mars la proposition du NPA d'un « front durable » et restent disposés, comme ils l'ont répété au cours de la campagne, à gouverner de nouveau avec le PS ? Comment préserver la capacité de disputer au NPA l'espace à gauche du PS tout en poursuivant avec ce dernier la cogestion généralisée du pouvoir municipal et régional et en s'alignant sagement derrière les choix des directions syndicales ? Les prochaines régionales obligeront sans aucun doute à clarifier ces lignes de tension.

Avec le NPA, l'image s'inverse en quelque sorte. S'il ne dépasse pas l'aire d'influence électorale atteinte en France par l'extrême-gauche depuis 1995, il se situe incontestablement dans la fourchette haute (à l'exception toutefois des scores cumulés du premier tour de la présidentielle de 2002). Il atteint quasiment à lui seul le résultat des listes communes LCR-LO de 1999 et progresse fortement par rapport à celui, faible il est vrai, de 2004. C'est surtout la première fois qu'une force issue de l'ex-PCR atteint un score égal ou supérieur à celui réalisé par son populaire porte-parole, lors du scrutin très particulier d'un premier tour d'élection présidentielle. Se trouve ainsi confirmée, sur la durée relativement longue d'une décennie et demi, la disponibilité d'un électorat ouvrier et populaire au message politique de la gauche de la gauche. Une disponibilité que, dans la foulée des derniers résultats de la LCR, le NPA semble en mesure de capter pour s'installer de façon durable dans le paysage politique.

Cet enracinement est confirmé par le profil de son électorat. C'est très clairement celui d'un vote de classe, avec une forte dimension ouvrière, et même « col-bleu », qui transparaît à la fois dans la sociologie du vote **9** et dans sa répartition géographique, avec des scores significatifs dans les régions ouvrières de la moitié nord de la France : Nord, vallée de la Seine, Ouest breton et Est industriel (Ardennes, Lorraine, les zones ouvrières de « Peugeot-ville »). Déjà perceptible dans la cartographie du vote Besancenot de 2007, ces résultats indiquent une inversion de tendance notable par rapport au tropisme méridional de 2002. La comparaison avec le résultat quasi identique des listes LCR-LO de 1999, indique une permanence de la dimension vote de classe/ouvrier **10**, mais deux déplacements significatifs : tout d'abord, une progression dans les zones rurales **11**, comme le montrent notamment les résultats de la région Centre (tout particulièrement dans la Creuse), mais également un clivage générationnel plus net : l'électorat NPA de 2007 est sensiblement plus jeune que celui de l'extrême-gauche d'il y a dix ans. Si ces données confirment un véritable ancrage social, elle en montrent aussi certaines limites : des scores assez moyens dans les très grandes villes (notamment dans les banlieues populaires d'Ile-de-France, malgré quelques bons résultats dans certaines cités), et un électorat peu structuré, marqué par un fort turn-over (de 60 à plus de 70 %, selon les estimations, des électeurs de Besancenot de 2007 n'ont pas voté pour le NPA).

Au niveau politique, le NPA a donné des signes de faiblesse. Malgré son ambition de s'affirmer comme l'opposant le plus résolu du sarkozysme, il n'a pas su politiser les contradictions de la conjoncture, polariser le débat sur des thèmes forts et se faire porteur d'une perspective potentiellement hégémonique dépassant le niveau économique des luttes immédiates dans une initiative politique d'ensemble porteuse de victoires possibles, même partielles, pour des secteurs populaires aux prises avec une situation très dégradée. Alors que la courbe des mobilisations sociale connaissait, à partir de mai, un fléchissement net, il a continué à se présenter comme le « parti des luttes » et de la radicalité sociale, sans réussir à proposer une alternative globale à la politique du pouvoir actuel, ni à faire apparaître les complicités dont elle bénéficie dans l'ensemble de la « classe politique », tout particulièrement du côté du PS ou de Cohn-Bendit (qui se félicite de la réintégration complète dans l'Otan et n'a rien à objecter aux privatisations). En dépit des arguments développés dans son matériel et ses réunions publiques, la tonalité générale de sa campagne est restée « syndicale », martelant le thème des licenciements, de la défense des services publics et de la nécessité des luttes, combinée à une pédagogie anticapitaliste sur la crise, sans parvenir à articuler la dimension revendicative légitime aux grands enjeux politiques de l'élection. Si l'insuffisance des thèmes écologiques, ainsi que des thèmes « européens », est reconnue dans son propre bilan, on pourrait en dire autant des thèmes politiquement brûlants de l'éducation (le mouvement des universités a notamment été laissé dans sa grande solitude), de l'autoritarisme inquiétant du pouvoir sarkozyen et de l'Etat punitif qu'il façonne avec méthode, du racisme dégoûlant de toute part ou de la réintégration de la France dans le giron otanien - terrain sur lequel le NPA s'était pourtant fortement impliqué lors de la manifestation de Strasbourg en avril dernier.

Le projet que le NPA entend incarner a aussi pâti de la difficulté à faire entendre sa position sur la question unitaire. Placé dès octobre 2008 devant le fait accompli de l'accord entre le PG et le PCF, il ne pouvait préjuger de l'orientation adoptée au terme d'un débat tranché à son congrès de fondation de janvier 2009. Avancée *mezzo voce* et tardivement défendue, sa proposition d'un front durable a été peu audible. Malgré la légitimité souvent reconnue de son refus de toute cogestion institutionnelle avec le PS, il est donc apparu mal à l'aise face à la pression que le Front de gauche a d'emblée exercée sur le thème de l'unité. D'autant qu'au moment où une droite dure est à l'offensive et où déferlent les vagues de la crise capitaliste, la division des forces à gauche de la social-démocratie, ou le fait de paraître se résigner à une telle division, apparaissent comme un luxe à de larges secteurs populaires et militants de la gauche.

Plus généralement, la configuration des rapports de forces à l'échelle de l'UE, confirmée par ce dernier résultat électoral, indique qu'en France comme dans les autres pays où existe un espace visible à gauche de la social-démocratie, il est occupé par toute une palette de courants, aux orientations souvent instables - donc relativement ouvertes -, qui incluent aussi bien des forces provenant de la gauche social-démocrate ou des PC que des formations issues de l'extrême-gauche. Pour le NPA en particulier, la question des rapports politiques avec ce type de courants, en rupture avec le consensus néolibéral, mais dont le positionnement à l'égard de la social-démocratie reste ambigu, se posera avec acuité au cours de la période à venir. Elle ne saurait se régler par un simple arbitrage entre souplesse et fermeté dans le cadre de négociations au sommet - encore que ces moments de négociation soient

indispensables. Elle implique une véritable bataille politique et idéologique combinant volonté unitaire et clarté quant aux conditions de cette unité. Une bataille visant à convaincre de façon large que la rupture avec les logiques social-libérales et de centre-gauche ne relève en rien d'un purisme ou d'un maximalisme gauchiste, qu'elle est, au contraire, une condition décisive pour la survie même d'une gauche digne de ce nom, en France comme partout ailleurs.

La question est désormais posée de savoir quelles seront les suites de cette séquence sociale et politique du premier semestre 2009 : si, après un ressac, les mobilisations sociales rebondiront à l'automne contre l'accélération des réformes gouvernementales (sur les retraites, le travail du dimanche) ou à l'occasion de la grande mobilisation lors du sommet de Copenhague sur le climat ; et si les discussions engagées dans la perspective des élections régionales de mars permettront de tirer les leçons des européennes et de clarifier les démarches unitaires et les politiques d'alliance.

Stathis Kouvelakis

Paris, 7 juillet 2009

1/ Inférieurs à 30 % pour l'UMP en France ou pour les conservateurs britanniques, en recul de 7 % pour les chrétiens-démocrates allemands et la droite grecque, inférieurs aux attentes pour le parti de Berlusconi, etc.

2/ « Entretien avec François Chérèque », *Libération*, 12 avril 2006.

3/ Il y a là davantage qu'une seule question de choix erronés ou, plus profondément, de « trahison » renvoyant aux intérêts d'appareils bureaucratiques coupés de leur « base », même si cette dernière dimension est bien présente. Cf. sur ce point, dans ce numéro de *ContreTemps*, l'article de Sophie Bérout et Karel Yon.

4/ Tout particulièrement Sud et Solidaires, qui subissent le contrecoup des échecs des mobilisations de 2003 et 2007 et cherchent à éviter le risque de marginalisation en s'insérant dans la configuration « unitaire » modelée par les principales confédérations.

5/ cf. par exemple Bernard Thibault qui croit comprendre à la fin mars que « Nicolas Sarkozy est dans une posture défensive », qu'« il est bien obligé de lâcher du lest sur certains sujets » et que le « gouvernement est un peu déstabilisé par cette situation ». Avant de conclure, confiant, sur « l'issue du mouvement » : « Ce n'est pas parce que le gouvernement dit vouloir éviter toute négociation avec les syndicats qu'il y parviendra. Face à un mouvement durable, certaines choses deviendront incontournables. » Entretien avec Bernard Thibault, *L'Humanité dimanche*, n° 154, 26 mars au 1er avril 2009, p. 15 et 17.

6/ « Les Antilles debout contre la *pwofitasyon* », entretien avec Alex Lollia, *ContreTemps*, nouvelle série, n° 2, p. 10.

Mais qui caractérisait surtout la composante LO, comme l'attestent les résultats d'Arlette Laguiller de 1995 et 2002, et, dans une large mesure, ceux de LO aux régionales de 1998.

11/ Le sondage « sortie des urnes » CSA donnait 0 % à la liste LCR-LO parmi les agriculteurs en 1999, contre 6 % au NPA.